REPUBLIQUE FRANCAISE
NOUVELLE-CALEDONIE
PROVINCE SUD

ASSEMBLEE PROVINCE

AMPLIATIONS

N° 35 - 98/APS

du 10 juillet 1998

- **COM. DEL..... 1**
- **H.C..... 1**
- **Congrès..... 1**
- **APS.....32**
- **SGPS..... 2**
- **SAPS..... 1**
- **Directions..... 7**
- **Maires Sud..... 13**
- **JONC..... 1**

DELIBERATION

modifiant la délibération n° 19 du 8 juin 1973 relative au permis de construire

L'ASSEMBLEE DE LA PROVINCE SUD,

Délibérant conformément à la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998,

Vu la délibération n° 19 du 8 juin 1973 modifiée relative au permis de construire,

A ADOPTE EN SA SEANCE DU 10 juillet 1998, LES DISPOSITIONS DONT LA TENEUR SUIT :

Article 1^{er} -

La délibération n° 19 du 8 juin 1973 susvisée est modifiée comme suit :

I – L'intitulé de la déclaration devient « relative au permis de construire dans la Province Sud »

II – L'article 3 de la délibération n° 19 du 8 juin 1973 susvisée est modifié comme suit :

- au deuxième tiret du premier alinéa, au lieu de « plan de situation établi à l'échelle du 1/5000^{ème} ou à une échelle voisine », lire « plan de situation établi à une échelle appropriée ».

Les deux derniers alinéas de l'article 3 de la délibération n° 19 du 8 juin 1973 sont modifiés comme suit :

« Lorsqu'une commune est couverte par un plan d'urbanisme directeur et qu'elle a reçu délégation de compétence en la matière, la demande de permis de construire est adressée, par pli recommandé avec accusé de réception ou déposée contre décharge à la mairie.

Pour les autres communes la demande est adressée, selon les mêmes modalités, à la direction de l'équipement de la province ».

III – L'article 4 de la délibération n°19 du 8 juin 1973 est modifié comme suit :

« Lorsque le permis de construire est délivré par le président de l'assemblée de province, un exemplaire du dossier est adressé, après instruction, à la mairie concernée ».

IV – L'article 6 de la délibération n°19 du 8 juin 1973 susvisée est modifié comme suit :

« L'autorité compétente procède à l'instruction de la demande et consulte, le cas échéant, les services ou concessionnaires de services publics concernés par le projet.

Lorsque le permis est délivré par le président de l'assemblée de province, le maire de la commune est obligatoirement consulté ».

V – Le troisième alinéa de l'article 8 de la délibération n°19 du 8 juin 1973 susvisée est modifiée comme suit :

« En cas d'enquête publique, l'autorité compétente avertit par lettre recommandée, avec accusé de réception, le pétitionnaire de la prolongation du délai ».

VI – L'article 10 de la délibération n°19 du 8 juin 1973 susvisée est modifié comme suit :

« Dans les communes couvertes par un plan d'urbanisme directeur et ayant reçu délégation de compétence, le permis de construire est délivré par le maire au nom de la commune.

Dans les autres communes, le permis est délivré par le président de l'assemblée de province.

Un modèle d'imprimé est joint à la présente délibération.

Le refus de permis fait l'objet d'une décision motivée.

VII – Le deuxième alinéa de l'article 11 de la délibération n°19 du 8 juin 1973 susvisé est modifié comme suit :

« Lorsque le permis est délivré par le président de l'assemblée de province, ampliation de la décision est transmise au maire de la commune concernée ».

VIII – L'article 23 de la délibération n°19 du 8 juin 1973 susvisée est modifié comme suit :

« L'autorité qui délivre le permis de construire peut exiger :

- 1) La réalisation, par le constructeur, de travaux de viabilité notamment la voirie, la distribution d'eau, l'évacuation des eaux usées, l'éclairage, la réalisation d'aires de stationnement, d'espaces libres ou de plantations.
- 2) La participation du constructeur aux dépenses d'exécution d'équipements publics correspondant aux besoins des constructions et rendues nécessaires par leur édification ».

IX – L'article 31 de la délibération n°19 du 8 juin 1973 susvisée est modifié comme suit :

« Dans les communes couvertes par un plan d'urbanisme directeur, les dispositions prévues aux chapitres 2 et 3 du présent titre sont remplacées par les dispositions du plan ».

X – Le troisième alinéa de l'article 32 de la délibération n°19 du 8 juin 1973 est modifié comme suit :

« Jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an après cet affichage, toute personne intéressée peut consulter auprès de l'autorité compétente, les pièces suivantes du dossier... » (le reste sans changement).

XI – L'article 33 de la délibération n°19 du 8 juin 1973 est modifié comme suit :

Lorsque la construction est terminée, le bénéficiaire du permis de construire dépose obligatoirement auprès de l'autorité compétente, dans le mois qui suit l'achèvement de la construction, une déclaration d'achèvement de travaux, dont le modèle est annexé à la présente délibération.

L'autorité compétente vérifie que les constructions réalisées sont conformes aux travaux décrits dans la demande ainsi qu'aux mentions particulières du permis de construire. Lorsqu'il est compétent, le président de l'assemblée de province peut associer les services municipaux à cette opération. Il peut être procédé d'office à cette vérification. »

XII – Le premier alinéa de l'article 34 de la délibération n°19 du 8 juin 1973 est modifié comme suit :

« Si les travaux ont été réalisés dans des conditions régulières au regard du dernier alinéa de l'article 33 ci-dessus, l'autorité compétente délivre un certificat de conformité dans un délai d'un mois après la date de la déclaration d'achèvement des travaux et selon le formulaire annexé à la présente délibération ».

XIII – A l'article 35 de la délibération n°19 du 8 juin 1973 susvisée, le membre de phrase « Le maire, le directeur de l'équipement de la province sud, les fonctionnaires du service de l'urbanisme et leurs délégués », est remplacé par « l'autorité compétente et ses agents ».

XIV – Aux articles 1^{er}, 5, 8, 13, 14, 19 C), 27, 32, 34, 39, 41 de la délibération n°19 du 8 juin 1973 susvisée, les mots directeur de l'équipement de la province sud » ou « direction de l'équipement de la province sud » ou « président de la province sud » sont remplacés par les mots « l'autorité compétente ».

XV – Les annexes à la délibération n°19 du 8 juin 1973 sont remplacées par les annexes à la présente délibération.

Article 2 –

La présente délibération sera transmise au Commissaire Délégué de la République et publiée au Journal officiel de la Nouvelle-Calédonie.

Délibéré en séance publique,

La présidente de séance,

M.N. THEMEREAU